

Discours d'ouverture – Madame Sophie Bondil

(seul le prononcé fait foi)

Colloque : « La transition écologique dans l'administration pénitentiaire : enjeux et perspectives »
ÉNAP – 26 novembre 2025

**Monsieur le Directeur adjoint de l'administration pénitentiaire,
Monsieur le Délégué au développement durable du ministère de la Justice,
Mesdames et Messieurs les chercheurs, universitaires, experts, et partenaires,
Mesdames et Messieurs les professionnels de l'administration pénitentiaire,
Mesdames et Messieurs les élèves, stagiaires et auditeurs,
Chers collègues de l'ÉNAP,**

Mesdames et Messieurs,

Il existe une date que personne ne connaît encore.

Une date qui ne figurera dans aucun programme ministériel, aucune circulaire, aucun plan immobilier.

Et pourtant, cette date marquera un basculement : **celle du prochain été où un établissement pénitentiaire ne pourra plus fonctionner, simplement parce que les conditions environnementales l'en empêcheront.**

Nous savons qu'elle approche.

Nous ignorons quand elle surviendra.

Mais nous avons, collectivement, la responsabilité, et même le devoir, de faire en sorte qu'elle n'advienne jamais.

Si j'ai choisi cette entrée en matière, c'est parce qu'elle dit l'essentiel : le changement climatique n'est plus une abstraction scientifique, ni une préoccupation lointaine.

Il est devenu un facteur de risque opérationnel, matériel, humain.

Et dans une administration où tout doit tenir ; la sécurité, la cohésion des équipes, la dignité des personnes détenues ; nous ne pouvons plus nous permettre d'être pris de court.

L'urgence climatique est un défi qui entre désormais dans nos établissements

Les travaux du **Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)**, inlassablement, nous rappellent trois vérités :

- L'influence humaine sur le climat est indiscutable ;
- Nous devons agir vite pour éviter des conséquences irréversibles ;
- Et nous avons les moyens d'agir.

Cette conviction a encore été renforcée il y a quelques jours seulement : la Conférence de Belém, qui s'est clôturée le 21 novembre dernier, a rappelé avec force, selon les mots du Secrétaire général des Nations Unies, que cette COP devait marquer "le début d'une décennie d'accélération et de résultats".

Cette injonction internationale résonne directement avec notre responsabilité nationale, et avec les défis très concrets qui traversent notre administration.

Car le dérèglement climatique n'est pas un événement extérieur : il franchit les portes de la détention, il s'insinue dans les murs, il pèse sur les organisations, il impacte les personnels comme les personnes détenues. Il bouscule nos capacités d'accueil, nos gestes professionnels, nos rythmes, nos priorités. Il met sous tension des infrastructures déjà vieillissantes et parfois fragilisées.

Et les hauts murs d'enceinte de nos établissements, aussi imposants soient-ils, ne pourront jamais arrêter la montée des températures, les épisodes extrêmes, ni les effets systémiques du climat.

Nous le pressentions depuis longtemps ; désormais, nous le constatons. Et l'époque où l'on pensait que « tout cela nous concerne de loin » est bel et bien derrière nous.

On entend parfois certains discours climato-populistes répéter qu'il faudrait « arrêter d'ennuyer, les Français avec l'écologie ».

Je veux le dire avec gravité : **ce discours est une impasse**. Il est contraire à l'intérêt du vivant, contraire à l'avenir de nos enfants, contraire à l'éthique même du service public.

Car **la transition écologique n'est juste que si chacun contribue à la hauteur de sa responsabilité**, individus, entreprises, administrations, sans jamais perdre de vue cette évidence : **le climat ne négocie pas. La nature ne plaide pas, elle constate.**

L'administration pénitentiaire porte une responsabilité particulière

Certains secteurs peuvent différer leur transition.

Le nôtre, non.

Car en détention, les personnes n'ont pas la possibilité de s'adapter seules. Elles ne choisissent ni l'ombre, ni l'air, ni les matériaux qui les entourent. Nos personnels non plus ne peuvent contourner les contraintes climatiques : ils assurent leur mission dans des espaces clos, parfois exigus, surchauffés ou mal ventilés ; ils n'ont pas davantage la

liberté de déplacer leur poste, d'ajuster leurs horaires, ou d'aménager leur environnement de travail.

Le changement climatique pèse donc sur tous : sur les publics confiés, comme sur les femmes et les hommes qui servent l'État derrière les murs. Et c'est bien à nous de garantir, pour les uns comme pour les autres, des conditions humaines, sûres et tenables, même dans un monde en réchauffement.

L'administration pénitentiaire n'est pas en marge du défi écologique : **elle est en première ligne.**

C'est tout le sens de ce colloque, qui réunit aujourd'hui près de **300 participants** en présentiel et en distanciel. Des chercheurs, des architectes, des professionnels de terrain, des partenaires associatifs, des directeurs, des CPIP, des experts juridiques, des formateurs... Et surtout : **des personnes qui ont décidé de ne pas détourner le regard.**

Nous avons voulu un colloque pluriel, transversal, vivant, avec des approches scientifiques, opérationnelles, prospectives et sensibles.

Un colloque fidèle à la vocation de l'ÉNAP : **être un lieu d'intelligence collective, de réflexion et de transformation du service public pénitentiaire.**

Parce que la transition écologique ne se pense jamais d'un seul point de vue, **nos travaux s'articuleront autour de trois grands enjeux :**

- Celui de **nos infrastructures**, pour imaginer des établissements plus résilients ;
- Celui de **la réinsertion**, où les projets écologiques ouvrent des voies nouvelles et porteuses de sens ;
- Et enfin celui de **la formation**, car **rien, absolument rien, ne se fera sans les personnels.**

Je veux exprimer devant vous toute ma gratitude à la **direction de la recherche et de la diffusion, Paul MBanzoulou, directeur, et Sara Di Santo Prada, son adjointe**, qui porte ce colloque avec conviction.

À celles et ceux qui l'ont imaginé, organisé, structuré avec passion : **Laurent Gras, Anaïs Tschanz et Cécilia Lagarde.**

Je tiens à saluer particulièrement :

- **Monsieur Emmanuel Razous**, directeur adjoint de l'administration pénitentiaire, qui nous fait l'honneur de sa présence ce matin ;
- **Monsieur Éric Gounel**, Délégué au développement durable du ministère de la Justice, qui prononcera demain le discours de clôture.

Et je remercie l'ensemble des intervenants, des chercheurs, des porteurs de projets, des témoins, des modérateurs, des participants... **Vous êtes celles et ceux qui feront avancer cette transition.**

Que ce colloque soit un moment de vérité collective.

Nous le savons : le plus difficile n'est pas de constater.
Le plus difficile, c'est **de changer**.

L'université de Cambridge a identifié *douze discours qui retardent l'action climatique*, douze excuses commodes pour ne rien faire : « Ce n'est pas le bon moment », « C'est trop cher », « On n'y peut rien », « Les autres polluent plus que nous » ...

Ces discours, vous les connaissez. Ils sont le symptôme d'une peur, d'un vertige devant l'immensité du défi. Mais le pessimisme est un luxe que le service public ne peut pas s'offrir.

L'optimisme, le vrai, naît de l'action.

Et je veux que nous gardions en tête cette idée :
Un seul individu convaincu en vaut deux.
Une administration mobilisée peut déplacer des montagnes.
Et une institution comme l'ÉNAP peut ouvrir des chemins.

Le chemin de notre réconciliation avec l'environnement sera long, exigeant, parfois inconfortable. Mais il sera fécond.

Parce que **la transition écologique n'est pas un renoncement : c'est une promesse**. La promesse d'un service public plus respectueux.

La promesse d'établissements pénitentiaires qui protègent mieux.

Alors faisons le choix d'agir. Le choix d'être lucides. Le choix de faire notre part, non pas par contrainte, mais par conviction.

Et surtout, faisons en sorte que cette date, cette date que nous redoutons, celle où un établissement ne pourra plus tenir, **n'arrive jamais**.

Je vous remercie.